

Reportage

ÉTHIOPIE

Ces femmes qui ont gagné la bataille contre l'excision

Elles vivent dans la brousse, en région Afar, et font entendre la voix de celles qui ont dit « stop » aux mutilations génitales. Elles ont été boostées dans leur lutte par l'association Femmes solidaires.

Région Afar (Éthiopie), envoyée spéciale.

Du fin fond de la brousse, à une journée de route de la capitale Addis-Abeba, Madina Aidahis et tant d'autres militantes font résonner la voix de celles qui ont dit « stop à l'excision », la voix des villageoises qui subsistent dans des campements semi-nomades disséminés dans la vaste étendue Afar, région la plus désertique, au nord-est de l'Éthiopie. Un millier de personnes se sont installées à Dalye, un bourg de la commune de Gawani, où sont implantées des daboïtas (huttes) à deux pas de la rivière Awash et de son ruisseau. L'eau, trouble, polluée, est précieuse pour cette population qui s'en sert pour boire, laver le linge et se baigner. Dès l'aube, on s'acquitte de la corvée d'eau. On dirige le troupeau de chèvres et de cabris vers les maigres pâturages.

Nous sommes ici dans un haut lieu de la résistance aux mutilations génitales féminines. « La nouvelle génération de femmes aux "deux clitoris" est en train de naître. » Hinda Abdellah, ex-exciseuse (voir ci-dessous), n'est pas la seule à percevoir un changement de comportement, avec l'avènement de mères non excisées donnant naissance à

des filles qui ne le seront pas non plus. Ces mamans et leurs bébés, ces « deux clitoris » comme on les nomme, restent encore minoritaires dans la région Afar. Mais les yeux de la vieille experte en lame à rasoïr observent, chaque jour qui passe, des gamines grandir, leur organe du plaisir bien en place. Au point qu'elle s'est rangée derrière Madina et ses camarades engagées depuis près de vingt ans contre cette pratique millénaire dont elles ont toutes été victimes. Comme environ 95 % des Éthiopiennes. Lesquelles subissent également l'infibulation, qui consiste à coudre les grandes lèvres afin d'empêcher toutes relations sexuelles avant le mariage.

Mais un vent de révolte s'est levé sur Dalye. Il a balayé les certitudes de femmes (et d'hommes) sur le bien-fondé de cette « tradition qui n'engendre que la souffrance », soutient Madina. Une étoile rouge sur la tête et les épaules pour se protéger du soleil écrasant le campement, elle nous guide vers l'arbre à palabres, que les femmes ont confisqué, ce jour-là, aux hommes. Chacune veut témoigner, se confier. Kado Ali remercie « Dieu » de lui avoir adressé Madina. « Sans elle, dit-elle, j'aurais continué à faire exciser mes deux dernières filles », dont le bébé qu'elle serre dans ses bras. « La plus âgée y est passée. Mais je ne savais pas que les douleurs le jour du mariage et lors des

accouchements en étaient les conséquences. » Kado Ali, elle-même excisée et infibulée, se souvient de sa nuit de noces : « J'étais jeune et vierge. Mon mari a forcé le passage et ça a éclaté. Je n'ai aucun plaisir pendant les rapports sexuels, j'attends que mon époux termine d'éjaculer. Pendant l'accouchement, on vit d'autres souffrances. Celles qui trouvent de l'argent peuvent se rendre à l'hôpital. » Kado Ali parle à voix basse pour ne pas être entendue des hommes aux oreilles tendues. On demande à ces derniers de s'éloigner. Les confidences se poursuivent sur ces souffrances infligées au nom de la « fidélité ». « On estime qu'ainsi, la femme n'ira pas chercher ailleurs », explique Kado Ali. Une domination masculine à l'état pur.

« En refusant de l'exciser, je lui ai évité les souffrances que j'ai endurées »

À peine pubères, Madina et ses copines s'interrogeaient sur leur « petit orifice ». « On se demandait pourquoi on avait si mal en urinant, pourquoi on n'arrivait pas à faire écouler le sang, on se tortait de douleur au moment des règles », raconte la jeune femme aujourd'hui âgée de trente-cinq ans. « On a toutes été marquées par ce petit orifice », insiste Madina. Très vite, elle, la gardienne de chèvres et de cabris, se découvre une âme de rebelle. Elle se lance avec le groupe de copines contre ce qu'elles comprennent être la source de leurs souffrances : l'excision. Leur bâton de gardienne à la main, elles se rendent d'une daboïta à l'autre pour sensibiliser les mamans, les papas et, surtout, les fillettes.

Mais Madina veut absolument des appuis extérieurs au village pour remporter ce combat difficile qui remet en cause les normes sociales. Dans sa quête, elle rencontre, en 2000, Aïcha Dabalé, militante des droits humains franco-afar, connue comme le lion dans cette région délaissée mais convoitée pour sa position stratégique entre Addis-Abeba et Djibouti. « Je l'admirais avant même de commencer à travailler avec elle. C'est une pionnière dans cette lutte contre l'excision », s'émerveille Madina. Cinq ans plus tard, par le biais d'Aïcha Dabalé, se noue, entre Madina et ses camarades et les animatrices de l'association française Femmes solidaires, un lien qui, au fil des ans, deviendra immuable.

Un marrainage de petites filles sauvées de la mutilation et scolarisées se met en place. Aujourd'hui, on en comptabilise 867, réparties dans sept campements, dont celui de Dalye. L'une d'elles, Hasna, revient justement de l'école. Elle pénètre dans la hutte, retire la tenue scolaire - une chemise jaune et une jupe verte -, enfle le tee-shirt orange frappé du sigle Femmes solidaires. Timide, elle s'assoit près de sa mère, Adida Hassen, sur l'unique lit que se partage la famille. « Elle se lève avant l'aube pour se rendre à pied à l'école qui se trouve dans un autre village », explique la maman. « Je suis fière d'elle. En refusant de l'exciser, je lui ai évité les souffrances que j'ai endurées lors du mariage et des accouchements », souffle-t-elle. ●●●

M. K.

UNE PRATIQUE EN REcul

Selon un rapport de l'Unicef paru en 2013, la pratique de l'excision en Afrique est en recul, au Kenya et en République centrafricaine notamment. Pourtant, 98 % des femmes en Somalie et 91 % en Égypte sont encore mutilées.

40

C'est, en pourcentage, le taux d'enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans.

Enquête

ÉMANCIPATION

« L'ignorance, c'est la nuit obscure. Depuis que je milite, ma vie est plus lumineuse. »

Halima Issé, Éthiopienne engagée contre les mutilations génitales.



DANS LE CAMPMENT DE DALYE, AU BORD DE LA RIVIÈRE AWASH ET DE SON RUISSEAU À L'EAU POLLUÉE, DEPUIS PLUS DE VINGT ANS, MADINA AIDAHIS (CI-CONTRE) FAIT RÉSONNER LA VOIX DE CELLES QUI ONT DIT « STOP À L'EXCISION », CETTE « TRADITION QUI N'ENGENDRE QUE LA SOUFFRANCE » « SANS ELLE, AFFIRME KADO ALI (PHOTO DU BAS), J'AURAIS CONTINUÉ À FAIRE EXCISER MES FILLES. JE NE SAVAIS PAS QUE LES DOULEURS LE JOUR DU MARIAGE ET LORS DES ACCOUCHEMENTS EN ÉTAIENT LES CONSÉQUENCES. » PHOTOS MINA KACI



●●● Adida et sa fille quittent l'abri précaire pour rejoindre le groupe de femmes qui palabrent sous le seul arbre du campement. Madina raconte le début de la lutte. « On était minoritaires, on ne pouvait pas être partout. Dans certains villages, on nous pourchassait avec des bâtons quand on venait discuter avec les mères. » C'étaient souvent ces dernières qui prévenaient les militantes du sort réservé à leurs fillettes. Avant l'arrivée de l'exciseuse, laquelle officiait le jour de la cérémonie commune à toutes les futures victimes, après que les oracles ont décidé de la date en scrutant les constellations, Madina et ses camarades, avec la complicité des mamans, cachaient les fillettes. « C'est ainsi qu'on les sauvait de l'excision. »

« Oui, on veut dire "stop", les femmes ne veulent plus souffrir »

Cette époque paraît bien lointaine. Les militantes et les fillettes peuvent désormais compter sur l'existence de la loi, créée en 2009 et appliquée seulement en 2012. « Ce n'est plus nous qui avons peur, sourit Madina. L'État afar est devenu intransigeant contre ceux qui ne respectent pas la législation. Cette protection est un bien précieux. » Il n'empêche, Madina estime « nécessaire de continuer à sensibiliser contre cette violence ». Elle et ses camarades ne comptent plus le nombre de kilomètres qu'elles effectuent, à pied, en transports en commun ou en stop pour se rendre d'un village à un autre, à la rencontre des habitants. Parfois, quand la discussion leur semble compliquée, elles font appel à des imams qui épousent leur cause. Cheikh Moktar Saïd, responsable religieux de la commune de Gawani, est régulièrement sollicité par Madina. Son rôle ? « Montrer, prouve par le Coran, que l'excision n'est pas dictée par l'islam. Beaucoup confondent islam et tradition. On doit continuellement expliquer, c'est un combat de longue haleine. »

L'érudit cheikh Moktar Saïd assiste, ce jour-là, à une réception en l'honneur de l'ouverture de la Maison des femmes, à 200 mètres du campement de Dalye. L'idée a émergé dans la tête des militantes afars. Elle a été réalisée par l'association Femmes solidaires. Sa présidente, Sabine Salmon, a remis officiellement les clés à Madina, sous le regard radieux des villageoises venues nombreuses avec leurs filles. « C'est désormais un refuge pour toutes les "porteurs de clitoris" », s'exclame en riant une participante. Implanté sur une surface de 5 hectares, offerts par la commune de Gawani, le bâtiment de 70 m² est entouré par une clôture destinée à se protéger des animaux sauvages, comme le lion.

Les idées bouillonnent dans la tête des bénéficiaires sur ce qu'elles aimeraient faire de ce précieux cadeau. Culture maraîchère, atelier de couture, de création de bijoux, cours d'alphabétisation... Autant d'activités qui, estiment-elles, leur assureraient « l'autonomie », « la liberté ». Une maison exclusivement pour elles, préviennent-elles, où il sera permis de se raconter des histoires de femmes. Et d'envisager un nouveau combat qui leur tient à cœur : contre le mariage forcé. « Nous nous sommes résignées à épouser nos cousins. Mais la nouvelle génération ne l'accepte pas. Beaucoup de jeunes préfèrent mourir », confie Kado Ali. « Ma cousine a pris la kalachnikov d'un homme et l'a retournée contre elle. J'en ai vu des suicidées », déplore-t-elle. Il y a celles qui ingurgitent du pesticide, celles qui se jettent dans la rivière aux crocodiles, celles qui se sauvent à Djibouti et « terminent comme prostituées », racontent les unes et les autres. Alors, « oui, on veut dire "stop", les femmes ne veulent plus souffrir », résume Madina.

Au fin fond de la brousse, des voix s'élèvent pour refuser les violences à l'égard du sexe féminin. Sur leur chemin, elles ont rencontré des femmes solidaires, elles-mêmes ébahies par ces Afars « qui résistent pour leur liberté, dans des conditions de vie extrêmes », commente Sabine Salmon. La présidente de l'association française soutient : « Nous sommes vraiment liées les unes aux autres. Nous sommes dans l'échange. » ●

MINA KACI